

Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers

151, boulevard de l'Hôpital
75013 Paris

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES PA25.48

LOT 01 - SECOND CORPS D'ETAT Phase : DCE - CCTP – Indice A Février 2025

Dossier de Consultation des Entreprises

Amélioration de la sécurité incendie du Bâtiment A Enseignement

Maître d'ouvrage :



151, boulevard de l'Hôpital
75013 Paris

Maître d'œuvre :



20 bis, avenue du Général Leclerc
77330 Ozoir la Ferrière

☎ : 01 60 02 48 97 - 📧 contact@pantec.fr

SOMMAIRE

Page

1 – GENERALITES	6
1.1 – OBJET DE L'OPERATION	7
1.2 – MAITRISE DE L'OPERATION	7
1.3 – DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT	7
1.4 – CONSISTANCE DU PRESENT LOT	8
1.5 – DECOMPOSITION EN LOTS	9
1.6 – LISTE DES PIECES ECRITES ET DOCUMENTS GRAPHIQUES	9
1.6.1 – Pièces écrites	9
1.6.2 – Documents graphiques	10
1.7 – CONTROLE TECHNIQUE	10
1.8 – ETENDUE DES PRESTATIONS	10
1.9 – MISSION DE L'ENTREPRENEUR	10
1.10 – DOCUMENTS A FOURNIR	11
1.10.1 – En phase travaux	11
1.10.2 – Dossier de récolement	12
1.11 – COMPLEMENTARITE DES CCTP ET DES PLANS	13
1.12 – VERIFICATION DES COTES PORTEES AUX PLANS	13
1.13 – REMISE DES PRIX	13
1.14 – COORDINATION ET SUIVI DES TRAVAUX	14
1.15 – QUALITE DES MATERIAUX ET DES FOURNITURES	14
1.16 – ECHANTILLONS	15
1.17 – PROPRETE DU CHANTIER	15
1.18 – CONNAISSANCE DES LIEUX	15
1.19 – ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX	16
1.20 – CONDITIONS DE TRAVAIL	16
1.21 – TENUE AU FEU DES OUVRAGES	18
1.22 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	18
1.22.1 – Responsabilité de l'Entrepreneur	18
1.22.2 – Ouvrages existants	18
1.22.3 – Plans et notes de calcul, observations générales	18
1.22.4 – Qualité de la Main d'œuvre	19
1.22.5 – Obligations de l'Entreprise	19
1.23 – PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES	20
1.24 – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER	21
1.25 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS	22
1.26 – ORGANISATION DU CHANTIER	22
1.26.1 – Rendez-vous de chantier	22
1.26.2 – Accès de chantier	22

1.26.3 - Organisation générale du chantier	23
1.26.4 - Installations de chantier.....	24
1.26.5 - Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité dans l'Etablissement	25
1.27 - ESSAIS ET RECEPTION	25
1.28 - PROTECTIONS ET ENVIRONNEMENTS	25
1.28.1 - Plan VIGIPIRATE.....	25
1.28.2 - Pollution de l'air	26
1.28.3 - Approvisionnement du chantier en électricité et en eau.....	26
1.29 - CONFIDENTIALITE	27
2 - REGLES D'EXECUTION	28
2.1 - REGLEMENTS ET NORMES A APPLIQUER	29
2.2 - REGLES GENERALES.....	29
2.3 - REGLES APPLICABLES.....	29
2.4 - NORMES AFNOR ET NORMES UTE	30
2.5 - REGLEMENTATION "SECURITE INCENDIE"	31
2.6 - CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	31
3 - INSTALLATION DE CHANTIER.....	32
3.1 - BASE VIE	33
3.2 - PANNEAU DE CHANTIER.....	33
3.3 - INSTALLATIONS LIEES AUX TRAVAUX	33
3.4 - DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	33
3.5 - GESTION DES DECHETS.....	34
4 - DEMOLITION.....	35
4.1 - CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT	36
4.2 - NORMES AFNOR / NORMES U.T.E ET AUTRES TEXTES.....	36
4.3 - DEMOLITION	36
4.3.1 - Dépose des portes existantes à remplacer	36
4.3.2 - Démolition de châssis vitrés et des cloisons	37
4.3.3 - Dépose des escaliers des sorties de secours	37
5 - CLOISONNEMENT	38
5.1 - CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT	39
5.2 - NORMES AFNOR / NORMES U.T.E ET AUTRES TEXTES.....	39
5.3 - CLOISONS DE DISTRIBUTION EN CARREAUX DE PLATRE	39
5.4 - CLOISONS SECHES A OSSATURE METALLIQUE.....	40
5.4.1 - Généralités.....	40
5.4.2 - Cloisons de type 98.....	41
5.5 - CALFEUTREMENT	41
6 - REVETEMENTS DE SOLS.....	42
6.1 - CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT	43
6.2 - NORMES AFNOR / NORMES UTE ET AUTRES TEXTES.....	43

6.3 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	43
6.3.1 – Ragréage	43
6.3.2 – Revêtements de sol en PVC.....	44
6.3.3 – Plinthes.....	45
6.4 – NETTOYAGE ET PROTECTIONS	45
7 – FAUX-PLAFONDS	46
7.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT	47
7.2 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE ET AUTRES TEXTES	47
7.3 – REACTION AU FEU.....	47
7.4 – FAUX-PLAFONDS DEMONTABLES EN DALLES MINERALES.....	47
7.5 – MODIFICATION DU FAUX-PLAFOND EXISTANT	48
8 – METALLERIE	49
8.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT.....	50
8.2 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE ET AUTRES TEXTES.....	50
8.3 – SOUDURES	50
8.4 – PROTECTION.....	50
8.5 – ESCALIERS METALLIQUES	50
9 – MENUISERIES.....	52
9.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT	53
9.2 – NORMES AFNOR, NORMES UTE ET AUTRES TEXTES	53
9.3 – PERFORMANCES DES OUVRAGES MENUISES	54
9.4 – MISE EN ŒUVRE DE MATERIAUX	54
9.5 – BLOCS-PORTES	54
9.6 – FERMES-PORTES	55
9.7 – VENTOUSES ELECTROMAGNETIQUES.....	55
9.8 – PANNEAUX DE PROTECTION DE PORTE	55
9.9 – QUINCAILLERIE.....	56
9.9.1 – Serrurerie.....	56
9.9.2 – Béquille et garnitures de porte.....	56
9.9.3 – Contrôle d'accès	56
9.10 – LOCALISATION DES OUVRAGES.....	56
9.11 – BUTOIRS	60
10 – PEINTURE.....	61
10.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT	62
10.2 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE ET AUTRES TEXTES	62
10.3 – QUALITE DES SUBJECTILES AVANT PEINTURE	62
10.4 – QUALITE DES PRODUITS	63
10.5 – SURFACES DE REFERENCES, EPROUVETTES, ECHANTILLONS DE COULEUR.....	63
10.6 – TRAVAUX AVANT MISE EN PEINTURE	63
10.7 – CHOIX DES TEINTES.....	64

10.8 – VERIFICATIONS	64
10.9 – PREPARATION DES SUPPORTS	64
10.10 – PEINTURE SUR BOIS	65
10.10.1 – Blocs-portes bois non stratifié	65
10.10.2 – Sur menuiseries bois non stratifiées	65
10.11 – PEINTURE SUR METAUX.....	65
10.12 – PEINTURE SUR MUR.....	66
10.12.1 – Préparations	66
10.12.2 – Finitions.....	66
10.13 – PRESTATIONS DE NETTOYAGE	66
10.13.1 – Définition des nettoyages à exécuter	66
10.13.2 – Condition d'exécution.....	67
10.14 – TRAVAUX DIVERS.....	67
11 – DESENFUMAGE.....	69
11.1 – CONSISTANCE DU PRESENT CORPS D'ETAT.....	70
11.2 – NORMES AFNOR, NORMES UTE ET AUTRES TEXTES	70
11.3 – DESENFUMAGE DU HALL.....	70

1 – GENERALITES

1.1 – OBJET DE L'OPERATION

Le présent projet a pour objet la réalisation des travaux en vue de l'amélioration de la sécurité incendie du Bâtiment A Enseignement de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers (ENSAM), située au 151, boulevard de l'Hôpital à Paris (75013).

1.2 – MAÎTRISE DE L'OPÉRATION

Maîtrise d'ouvrage

- ☐ ENSAM - 151, boulevard de l'Hôpital 75013 Paris

Maîtrise d'œuvre

- ☐ PANTEC - 20 bis, avenue du Général Leclerc 77330 Ozoir-la-Ferrière

Bureau de contrôle

- ☐ SOCOTEC - 13, cours Valmy 92977 Paris La Défense cedex

1.3 – DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT



L'ENSAM comprend deux bâtiments, à savoir :

- ☐ Le bâtiment A "Enseignement" (bâtiment où aura lieu les présents travaux).
- ☐ Le bâtiment B "Ateliers".

Le bâtiment A "Enseignement" est organisé autour de deux cours centrales dénommées "cour Pinel" et "cour Manet".

Le bâtiment comprend cinq niveaux, à savoir :

- ☐ Le sous-sol.
- ☐ Le rez-de-chaussée.
- ☐ Le 1^{er} étage.
- ☐ Le 2^{ème} étage.
- ☐ Les combles.

Particularités

Ce bâtiment comporte quatre amphithéâtres dont un dit le grand amphithéâtre de 800 places situé en sous-sol de la cour Manet.

Le bâtiment B "Ateliers" ne faisant pas partie des présents travaux, aussi, nous n'irons pas plus loin dans sa description.

1.4 – CONSISTANCE DU PRESENT LOT

Les travaux dus au titre du présent lot comprendront principalement ::

- ☐ La démolition.
- ☐ Le recouplement des circulations de grandes longueurs.
- ☐ Le compartimentage des niveaux, conformément aux dispositions de l'article CO25.
- ☐ L'isolement des locaux à risques.
- ☐ Les rebouchages des parois des circulations et des pénétrations dans les locaux techniques en respectant le degré coupe-feu réglementaire.
- ☐ Le remplacement du rideau métallique du local ménage situé au sous-sol par une cloison coupe-feu 1 h et un bloc-porte coupe-feu ½ h.
- ☐ Le remplacement des blocs-portes n'ayant pas le degré coupe-feu réglementaire.
- ☐ Le rajout des fermes-portes.
- ☐ La création d'un Volume Technique Protégé (VTP) pour les Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS) du système de désenfumage du grand amphithéâtre.
- ☐ L'installation de mains-courantes dans les escaliers au niveau des sorties de secours des amphithéâtres Bezier et Fournel et remplacement des escaliers.
- ☐ La création d'un local coupe-feu réglementaire (parois 1 h et bloc-porte ½ h), y compris ventilation.

- ☐ L'asservissement du déverrouillage des issues de secours des salles de cours équipées de ventouses.
- ☐ Le remplacement des plans d'évacuation et d'intervention.
- ☐ Le repérages des locaux du sous-sol.
- ☐ La modification du désenfumage du hall.

Les sondages amiante et plomb seront réalisés avant travaux.

En cas de présence d'amiante, le désamiantage sera fait avant les travaux prévus au lot.

En cas de présence de plomb, les Entreprises prendront les dispositions nécessaires.

Le présent lot définit les travaux de huit corps d'Etat, à savoir :

- ☐ La démolition.
- ☐ Le cloisonnement.
- ☐ Les revêtements de sols.
- ☐ Les faux-plafonds.
- ☐ La métallerie.
- ☐ Les menuiseries.
- ☐ La peinture.
- ☐ Le désenfumage.

1.5 – DÉCOMPOSITION EN LOTS

Les travaux seront allotés et répartis comme suit :

- ☐ Lot 01 – Second corps d'Etat
- ☐ Lot 02 - Electricité courants forts et courants faibles

1.6 – LISTE DES PIÈCES ÉCRITES ET DOCUMENTS GRAPHIQUES

1.6.1 – Pièces écrites

- ☐ CCTP lot 01 Second corps d'Etat.
- ☐ CDPGF lot 01 Second corps d'Etat.
- ☐ CCTP lot 02 Electricité courants forts et courants faibles.
- ☐ CDPGF lot 02 Electricité courants forts et courants faibles
- ☐ Notice de sécurité.
- ☐ Planning des travaux.

1.6.2 - Documents graphiques

- ☐ 100 - cahier de plans.
- ☐ 110 - cahier de plans "Compartimentages étages"

1.7 - CONTRÔLE TECHNIQUE

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique prévu par la Loi du 04 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et également aux dispositions liées à la mission Coordinateur SPS 3^{ème} catégorie.

Les frais relatifs à ces contrôles sont pris en charge directement par le Maître d'ouvrage.

Ces missions sont assurées par un Bureau de contrôle et un Coordinateur SPS.

L'Entreprise est tenue, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, d'apporter toute aide de quelque nature qu'elle soit au Bureau de contrôle et au CSPS pour assurer leur mission.

1.8 - ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations de l'Entrepreneur du présent lot comprennent les fournitures, le transport et la mise en œuvre nécessaires à la réalisation de l'ouvrage tel qu'il est décrit ci-après, et dans le jeu de plans joint à ce descriptif.

Sont notamment à sa charge :

- ☐ La fourniture et le transport à pied d'œuvre des matériaux.
- ☐ Leur mise en place et leur montage définitif.
- ☐ L'enlèvement du matériel en excès et le nettoyage du chantier.
- ☐ Les aménagements provisoires pour les besoins de son Personnel de chantier et pour le stockage de ses fournitures.
- ☐ Les scellements, les saignées et les raccords.
- ☐ Les percements et les rebouchages.
- ☐ L'installation éventuelle d'échafaudages.

1.9 - MISSION DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur doit vérifier que les stipulations des pièces de son Marché sont conformes à l'Art de bâtir et aux Règlements de sa profession. Il doit appeler l'attention du Maître d'œuvre, sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus, soit pour ses propres travaux, soit pour ceux des autres corps d'Etat.

Il lui appartient de provoquer, avant la mise en route et en cours des travaux la remise par le Maître d'œuvre de tous les documents et renseignements utiles pour compléter son projet et réaliser son ouvrage, sans pouvoir prétendre à aucune augmentation des prix en raison d'oubli ou pour toute autre raison quelle qu'elle soit.

L'Entrepreneur s'engage à exécuter tous les travaux nécessaires à la livraison de l'ouvrage complètement achevé et en état de marche de manière que celui-ci offre les meilleures caractéristiques de durée et de bon fonctionnement, compte tenu de l'état actuel des connaissances techniques.

Il doit également proposer, en temps utile, au Maître d'œuvre toutes les modifications aux dispositions du projet ou aux ordres reçus, qui seraient de nature à améliorer la qualité de ses travaux.

1.10 – DOCUMENTS À FOURNIR

1.10.1 – En phase travaux

Après la date de la signature du Marché, l'Entrepreneur doit soumettre au Maître d'œuvre et au Bureau de contrôle un jeu de plans de son installation comportant toutes les indications nécessaires à la parfaite compréhension de son ouvrage.

Ce dossier sera fourni en deux exemplaires et comprendra :

- ☐ La maquette du panneau de chantier.
- ☐ Les plans et les coupes des escaliers et des mains courantes.
- ☐ Les fiches produits des matériels et des matériaux.
- ☐ Les plans de parcours des câbles et des supports.
- ☐ Les carnets des câbles correspondants.
- ☐ La nomenclature du matériel.
- ☐ Les notices techniques d'emploi de tous les équipements.

L'Entreprise devra solliciter la Maîtrise d'ouvrage afin d'obtenir des précisions sur les équipements nécessaires à la réalisation de leurs études et leurs documents d'exécution.

L'Entreprise devra également fournir tous les documents complémentaires jugés nécessaires par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage et le Contrôleur technique.

Tous ces documents seront fournis sous forme papier et au plus tard deux semaines avant l'exécution des ouvrages concernés.

D'une manière générale et avant de passer commande auprès de ses Fournisseurs, le Titulaire devra présenter un lot complet d'échantillons de tous les matériels et matériaux faisant partie de ses fournitures et devra avoir l'approbation pour chacun de ces matériels et matériaux des Maîtres d'œuvre et d'ouvrage.

Méthodologie à respecter lors de l'analyse des plans par le Maître d'œuvre

1. L'Entreprise transmet ses documents tels que décrits ci-dessus au Maître d'œuvre pour approbation.
2. Dès réception des documents, le Maître d'œuvre les vérifie et transmet ses visas à l'Entreprise.

5 types de visa sont utilisés, à savoir :

↳ VSO	visé sans observation.
↳ VAO	visé avec observation(s).
↳ VAOB	visa VAO bloquant.
↳ REF	visa refusé.
↳ VNR	visa non requis

3. Pour les documents visés "VAO", l'Entreprise devra apporter les modifications et/ou répondre aux observations et transmettre ses documents modifiés.

Pour ce qui concerne les pièces graphiques (plans, schémas et synoptiques), l'Entreprise devra en complément des nouveaux documents à transmettre joindre une note indiquant clairement les modifications qu'elle a apportées au regard des documents précédemment envoyés.

4. Pour les documents visés "VSO", si l'Entreprise doit faire un nouvel indice du fait d'une demande du Maître d'ouvrage ou d'un autre intervenant, cette dernière devra en complément des nouveaux documents indicés joindre une note indiquant clairement les modifications qu'elle a apportées au regard des documents précédemment envoyés.

1.10.2 - Dossier de récolement

En fin de travaux, le nombre d'exemplaires et le type de support pour le DOE seront les suivants :

☐ Support papier

- ↳ 1 exemplaire pour le Maître d'ouvrage.
- ↳ 1 exemplaire pour la Société PANTEC.
- ↳ 1 exemplaire pour le Bureau de contrôle.

☐ Support informatique

- ↳ 3 clefs USB (Maître d'ouvrage, Société PANTEC et Bureau de contrôle).

L'ensemble de ces documents comprendra la date de mise à jour, les noms du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'Entreprise et la phase de réalisation "DOE" (Dossier des Ouvrages Exécutés).

Les plans graphiques seront transmis aux formats dwg et pdf.

Les logiciels à utiliser seront les suivants :

- ☐ Autocad pour les plans et schémas.
- ☐ Excel ou Open office pour les tableaux.
- ☐ Word ou Open office pour les notices et procédures.

D'autre part, l'Entreprise devra fournir un exemplaire du DOE et du dossier de maintenance au Coordonnateur SPS pour intégration au DIUO.

1.11 – COMPLÉMENTARITE DES CCTP ET DES PLANS

Les CCTP et les plans se complètent. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit aux CCTP est **implicitement dû par l'Entrepreneur et vice-versa**.

La primauté des pièces du Marché les unes par rapport aux autres est conforme au Code des Marchés Publics.

1.12 – VERIFICATION DES COTES PORTEES AUX PLANS

L'Entrepreneur est tenu de vérifier, avant toute exécution, les cotes portées sur les plans qui lui sont remis.

Aucun ouvrage ne sera réalisé d'après un relevé sur plan réalisé au double décimètre.

Il devra immédiatement signaler par écrit au Maître d'œuvre les erreurs qu'il constaterait.

1.13 – REMISE DES PRIX

L'Entrepreneur devra obligatoirement répondre aux conditions stipulées au présent descriptif.

L'Entreprise complétera la DPGF.

Néanmoins, il est précisé que le prix est global et forfaitaire, et qu'aucun supplément ne sera accordé pour les quantités supplémentaires qui seraient nécessaires en cours de travaux, l'Entrepreneur étant obligé de vérifier le contenu du détail estimatif avant la remise de sa proposition, et éventuellement de rectifier ces quantités, s'il l'estime nécessaire.

1.14 – COORDINATION ET SUIVI DES TRAVAUX

Dès que les Entreprises auront fait approuver leurs plans par le Maître d'œuvre, elles les communiqueront aux Entreprises susceptibles d'être intéressées par leurs travaux.

Sont également à la charge de chaque corps d'Etat :

- ☐ La participation à l'établissement du planning général de réalisation des travaux, établi par le Maître d'œuvre dès la date de la remise de l'ordre de service de commencer les travaux.
- ☐ Les frais d'étude et l'établissement des plans d'exécution.
- ☐ L'assistance aux réunions de coordination de chantier, où il sera représenté par une personne qualifiée, ayant reçu l'agrément du Maître d'œuvre.

Chaque Entreprise s'engage à fournir en temps utile, toutes les informations nécessaires à la coordination et au bon avancement des travaux, sous peine de prendre à sa charge les conséquences d'informations tardives ou erronées, y compris les incidences qui pourraient en résulter pour les autres corps d'Etat.

1.15 – QUALITE DES MATERIAUX ET DES FOURNITURES

Les marques ou références de matériel, matériaux et fournitures mentionnées au CCTP le sont à titre indicatif afin de permettre de fixer un certain niveau de prestations et constituent la référence de base de la qualité minimale exigée.

L'Entrepreneur a toute latitude pour proposer des marques et références d'aspect et de qualité identiques dans une nomenclature détaillée jointe à l'appui de son offre.

Le Maître d'œuvre restera seul juge souverain dans l'appréciation de l'équivalence proposée.

Dans le cas où la variante est acceptée, le Maître d'œuvre donnera son accord par écrit.

En cas de refus du Maître d'œuvre, l'Entrepreneur sera tenu de revenir à la marque ou la référence mentionnée au CCTP.

D'une façon générale, tous les matériaux et fournitures seront conformes aux indications du CCTP. Les matériaux et fournitures seront en état neuf.

Dans le cas d'un silence du CCTP sur la référence d'une fourniture, la marque choisie par l'Entrepreneur devra apparaître dans son offre afin que le Maître d'œuvre puisse en apprécier les qualités.

Les dispositions de l'Arrêté du 04 novembre 1975 du Ministère de l'Intérieur, modifié par Arrêtés du 01 décembre 1976, du 25 juin 1980 et du 04 juin 1982, seront respectées en ce qui concerne l'utilisation de certains matériaux et produits dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

1.16 – ECHANTILLONS

L'Entrepreneur est tenu de fournir à la Maîtrise d'œuvre tous les échantillons des matériaux prévus et de les laisser à disposition durant toute la durée du chantier.

Aucune commande de matériel ou de matériau ne peut être passée par l'Entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisé par un accord de la Maîtrise d'œuvre.

1.17 – PROPRETÉ DU CHANTIER

L'Entrepreneur est responsable de la propreté sur l'ensemble du chantier.

Il devra évacuer tous les déchets, gravois, etc... au fur et à mesure de leur production, quelle que soit leur origine, et les enlever aux décharges publiques.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où l'Entrepreneur aura été autorisé à circuler ou à déposer ses matériaux, seront nettoyés tous les jours.

L'Entrepreneur devra exécuter en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'œuvre, soit par le Maître d'ouvrage et à quelque moment que ce soit.

1.18 – CONNAISSANCE DES LIEUX

Les Entrepreneurs sont tenus d'effectuer une visite complète des lieux afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des travaux qu'ils auront à exécuter et ce, afin de prévoir dans leur prix toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet.

En aucun cas, les Entreprises ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations ou réclamer des suppléments de prix.

À défaut de plans existants, les Entrepreneurs devront effectuer les reconnaissances nécessaires par sondage ou essais. Ces reconnaissances sont implicitement incluses dans l'offre des Entreprises.

En aucun cas, les Entrepreneurs ne peuvent prétendre à un supplément forfaitaire dû à des difficultés d'accès, d'organisation de chantier, ou à l'état des constructions ou ouvrages existants.

1.19 – ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX

Lors du début des travaux de chaque phase, un état des lieux sera établi entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre d'une part, et l'Entreprise d'autre part. Il concernera l'ensemble des locaux affectés par les travaux de chaque phase.

Les Entreprises incluront dans leur proposition et à leur frais tout constat d'Huissier qu'elles jugeront utile à réaliser.

En fin de chantier, tous les travaux nécessaires consécutivement aux dégradations éventuelles constatées seront imputés à l'Entreprise du présent lot.

1.20 – CONDITIONS DE TRAVAIL

L'Entreprise est réputée, par le fait même de sa soumission, avoir pris connaissance sur le site de la nature des travaux, des conditions générales locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux, aux disponibilités en eau et en énergie électrique.

En particulier, elle tiendra compte, pour l'établissement de sa proposition des contraintes propres à la nature de l'immeuble en ce qui concerne :

- ☐ La limitation d'accès des véhicules de l'Entreprise avec dates et heures imposées.
- ☐ L'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins.
- ☐ La dépose et l'évacuation des matériels et des matériaux existants.

L'attention des Entrepreneurs est particulièrement attirée sur les horaires d'interventions qui pourront être imposés, sans supplément sur les prix du Marché, pour la réalisation des travaux dans certains ou dans la totalité des locaux.

L'Entreprise devra veiller à la préservation de l'environnement, et notamment

- ☐ Limiter les nuisances sonores des espaces en activité :
 - ↳ Décaler les horaires afin de regrouper les travaux bruyants.
 - ↳ Planifier les livraisons.
 - ↳ Respecter le plan de circulation.
 - ↳ Utiliser des matériels respectant la législation.
- ☐ Limiter les nuisances sonores sur le chantier :
 - ↳ Respecter les textes préfectoraux ou municipaux qui imposent le niveau sonore et les horaires d'émission.
 - ↳ Respecter les modes opératoires réalisés préalablement.
 - ↳ Utiliser des matériels respectant la législation.

➡ Former et inciter le personnel à porter des protections individuelles adaptées.

☐ Respecter le site :

- ➡ Maintenir en bon état les cloisonnements de chantier.
- ➡ Ne pas perturber la circulation et le stationnement (planification des livraisons).
- ➡ Gérer les fluides polluants (bac de rétention).
- ➡ Utiliser des fiches de suivi pour les produits dangereux.
- ➡ Limiter les poussières (arrosage, planning des travaux, limiter certaines découpes sur le site).
- ➡ Exécuter un nettoyage hebdomadaire voire journalier du site.
- ➡ Délimiter les zones de stockage.

☐ Gérer les déchets :

- ➡ Limiter à la source de la production des déchets.
- ➡ Etudier préalablement les quantités par type de déchets.
- ➡ Exécuter le tri sélectif des déchets (tri sur place, tri délocalisé, tri sous-traité, etc...).
- ➡ Rechercher les filières de valorisation.
- ➡ Former et inciter le personnel à respecter le tri des déchets et les zones de stockage.

☐ L'Entreprise devra également veiller au respect des plannings d'interventions.

L'Adjudicataire s'engage à accepter sans plus-value, ni supplément, toutes les ruptures dans la continuité de ses travaux, la réduction permanente de l'horaire journalier de travail, le décalage fixe ou accidentel de ses horaires d'interventions, le travail en horaires de nuit, ou en jours fériés qui lui seraient imposés, en fonction des besoins, au fur et à mesure de l'avancement de ses prestations.

Le Maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tous éléments defectueux ou détériorés, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'Entreprise.

Par ailleurs, la protection du matériel à conserver sera particulièrement étudiée et très soignée tant par protection anti-choc, qu'anti-poussière. Protection primaire par polyane sur toutes faces.

Les Entreprises devront établir leur offre en prenant à leur charge toutes les sujétions propres à la présente opération.

L'Entreprise devra veiller aux problèmes de :

- ☐ Sécurité des Occupants.
- ☐ D'hygiène vis à vis des Occupants, Ouvriers et des Tiers.

- ☐ Préservation de l'environnement.
- ☐ Dégradations nuisances.
- ☐ Bruits, poussières.
- ☐ Le respect des plannings des interventions.

De ce fait, elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'Etablissement puisse continuer son activité.

1.21 – TENUE AU FEU DES OUVRAGES

Les corps d'Etat doivent la réalisation de leurs ouvrages conformes aux règles de sécurité en vigueur et aux dispositions particulières précisées dans les pièces, ces travaux faisant partie de leurs offres globales et forfaitaires.

1.22 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1.22.1 – Responsabilité de l'Entrepreneur

Les CCTP et les plans composant le dossier Marché ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui doit la parfaite réalisation de l'ouvrage, conformément aux Normes et Règles énoncées dans les pièces.

Les plans techniques du dossier Marché constituent un guide technique de référence et en aucun cas ne peuvent être considérés comme des plans d'exécution.

1.22.2 – Ouvrages existants

L'Entreprise prendra toutes les précautions et moyens nécessaires pour éviter des désordres dans les ouvrages existants. Les éventuelles dégradations devront être réparées immédiatement.

1.22.3 – Plans et notes de calcul, observations générales

L'Entreprise a à sa charge la totalité des plans et calculs d'exécution nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Ces plans d'exécution et notes de calcul doivent être approuvés par la Maîtrise d'œuvre sans pour autant que la responsabilité de l'Entreprise en soit dégagée.

Dans le cadre des délais impartis, l'Entreprise sera tenue d'apporter toutes les corrections nécessaires demandées par le Bureau de contrôle et la Maîtrise d'œuvre pour l'élaboration finale des plans d'exécution sans que le délai en soit modifié.

1.22.4 - Qualité de la Main d'œuvre

Compte tenu de la spécificité des ouvrages à effectuer, la Main d'œuvre affectée au chantier (Ouvriers et Encadrement) sera parfaitement qualifiée pour les travaux prévus dans l'environnement existant.

1.22.5 - Obligations de l'Entreprise

Pendant la période de préparation du chantier

L'Entreprise devra fournir toutes indications utiles pour permettre la mise au point définitive des détails des autres corps d'Etat, ces renseignements seront matérialisés par des croquis ou dessins à l'échelle, si la demande en est formulée.

Elle devra établir les études, calculs, dessins d'exécution et nomenclatures nécessaires qui devront pouvoir être fournis à la Maîtrise d'œuvre, sur sa demande.

Avant le début d'exécution des travaux

L'Entreprise devra :

- ☐ Prendre connaissance des descriptifs fournissant toutes indications utiles pour avoir une parfaite et complète vision des travaux à exécuter, de leurs étendues et de leurs limites.
- ☐ Définir les procédés à employer pour la réalisation des travaux en accord avec la Maîtrise d'œuvre. L'Entreprise sera tenue pour responsable du procédé retenu.
- ☐ Faire choisir à la Maîtrise d'œuvre les échantillons et teintes de finition des produits.
- ☐ S'assurer de la conformité d'implantation des murs et autres supports avant tout début d'exécution et vérifier leur conformité aux tolérances énoncées par les DTU, Normes, et Règles professionnelles.
Tout début d'exécution, sans réserve de la part de l'Entreprise, équivaut à acceptation, et elle sera tenue pour responsable de toute malfaçon ou exécution hors tolérance de ses travaux.

Pendant l'exécution des travaux

L'Entreprise devra à ses frais :

- ☐ L'ensemble de la fourniture et de la mise en œuvre de tous les ouvrages à réaliser au titre de son lot, sauf indication contraire explicitement indiquée dans la description des ouvrages.
- ☐ La fourniture et la mise en œuvre de toutes les installations complémentaires de chantier propres au lot et nécessaires à la bonne exécution de ses travaux (échafaudages complémentaires, planchers de travail, planchers de garantie, étalements, goulottes, bennes, camion, engins divers, etc...).

- ☐ Dans le cas présent de travaux dans des bâtiments ou édifices existants, les dispositions complémentaires nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants conservés. Les dispositions proposées doivent être soumises à l'avis du Maître d'œuvre.
- ☐ Toutes détériorations d'ouvrages destinés à être conservés entraîneront la remise en état sans délai de ces ouvrages par l'Entreprise responsable et à ses frais.
- ☐ Les précautions pour assurer le stockage des matériels et des matériaux à l'abri des intempéries et des accidents.
- ☐ Les dispositifs de protection et de sécurité pour l'exécution de ses travaux.
- ☐ Les sujétions de montage et d'approvisionnement à pied d'œuvre.
- ☐ Etc...

Toutes ces sujétions seront incluses dans les prix unitaires et comprendront les prestations complémentaires telles que transports, installations, locations, manutentions, déposes, etc...

Avant la réception

L'Entreprise devra à ses frais :

- ☐ Tous les nettoyages nécessaires pour la livraison des ouvrages en parfait état de propreté.
- ☐ Toutes les précautions à prendre lors du nettoyage pour ne pas endommager les ouvrages existants et conservés en l'état. Toute détérioration entraînera obligatoirement la remise en état ou le remplacement aux frais de l'Entreprise du présent lot.
- ☐ L'évacuation complète de tous ses déchets, gravois et emballages aux décharges publiques.

Elle devra toutes les prestations indispensables au complet et parfait achèvement de ses ouvrages, sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration de prix ou indemnités supplémentaires.

1.23 – PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES

Pendant toutes la durée des travaux, et jusqu'à la réception, l'Entrepreneur est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Il est tenu de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité.

Aucune indemnité ne peut être allouée à l'Entrepreneur pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, l'Entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'ouvrage.

Chaque corps d'Etat doit la protection de ses ouvrages et de ses équipements, afin d'assurer leur conservation à l'état neuf jusqu'à la réception des ouvrages.

La dépose de la protection sera réalisée par l'Entreprise ou son Sous-traitant qui en a effectué la mise en place, sur ordre du Maître d'œuvre. Toute protection déposée sans l'accord du Maître d'œuvre devra être remise en place aux frais :

- ☐ Du Responsable de la dépose, si celui-ci est connu.
- ☐ De l'ensemble des Entreprises présentes sur le chantier dans le cas contraire.

Ces protections devront également assurer la protection mécanique de tous éléments, qui présentent une fragilité :

- ☐ Revêtements de sols de toute nature, etc...,
- ☐ Revêtements muraux de toute nature,
- ☐ Toute pièce de structure en béton présentant une fragilité,

et aussi, la protection de tous ouvrages ou appareils susceptibles d'être détériorés, rayés, ternis, etc... par des projections superficielles de toute nature.

Toutes ces protections devront être robustes et aptes à assurer leur office jusqu'à la livraison des ouvrages. Toutes celles qui s'avèreraient insuffisantes ou inadaptées seront reprises aux frais de l'Entreprise sur ordre du Maître d'œuvre.

L'Entreprise restera personnellement responsable, sauf recours contre qui de droit, des dégradations faites aux ouvrages pour quelque cause que ce soit et elle sera tenue de réparer, voire même de remplacer, si le Maître d'œuvre le juge utile, les parties en œuvre endommagées. Pour les ouvrages existants conservés non remaniés, l'Entrepreneur appliquera les mêmes dispositions que pour les ouvrages neufs à créer.

1.24 – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

L'Entreprise prendra possession des lieux et des abords dans l'état où ils se trouvent au moment du démarrage des travaux.

Un état des lieux pourra être dressé contradictoirement avant le début des travaux. Il ne sera admis aucune réclamation après signature.

L'Entrepreneur devra vérifier, avant de commencer leurs travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un Tiers. Il devra prévoir toutes les protections nécessaires et devra réparation intégrale de tout dommage.

1.25 – SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ SUR LES CHANTIERS

Dans le cadre de son prix global et forfaitaire, l'Entreprise soumissionnaire est tenue de prendre toutes les dispositions qui s'imposent concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Le Plan Général de Coordination (PGC), pièce contractuelle du présent lot, définit l'ensemble des obligations des Entrepreneurs et des mesures collectives à prendre en matière de prévention.

Il est rappelé la nécessité pour l'Entreprise adjudicatrice et ses Sous-traitants (y compris les Artisans) de participer à une réunion d'inspection commune et de remettre son Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (Projet de PPSPS à présenter lors de l'inspection commune) avant tout démarrage des travaux.

Le contenu du PPSPS et sa diffusion sont définis dans le PGC établi par le Coordonnateur SPS missionné pour cette opération.

Si l'Entreprise sous-traite une partie de son contrat, elle devra diffuser à ses Sous-traitants le PGC et son propre PPSPS afin qu'ils en tiennent compte dans l'établissement de leur PPSPS.

1.26 – ORGANISATION DU CHANTIER

1.26.1 - Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu de façon hebdomadaire, à jours et heures fixes.

L'Entreprise sera obligatoirement tenue de participer à ces réunions ou d'y être valablement représentée. Un compte rendu sera établi à l'issue de chaque réunion et diffusé aux Intervenants.

Dans le cadre des Marchés, les comptes rendus vaudront ordres de service, et l'Entreprise devra s'y conformer comme aux ordres de service.

1.26.2 - Accès de chantier

L'accès des véhicules et des personnels se fera par la rue de Pinel.

1.26.3 - Organisation générale du chantier

A. Principes généraux

Les principes d'organisation générale ont pour unique but, la réalisation en toute sécurité de l'opération au sein d'un Etablissement existant. L'Etablissement sera fermé au Public pendant les vacances scolaires. Seulement, quelques Agents seront présents.

B. Durée des travaux

☐ Phase 1

↳ 14 semaines.

☐ Phase 2

↳ 8 semaines (période estivale 2025).

C. Phasage des travaux

Les travaux seront exécutés en deux phases, à savoir :

☐ Phase 1

↳ Au sous-sol, les espaces relevant du Code du travail.

↳ En étage, la totalité des travaux.

☐ Phase 2

↳ Au sous-sol, les espaces relevant des espaces ERP.

D. Dispositions prises pour limiter les nuisances

Dans le cas de croisements de circulation gênants entre le Personnel, les Usagers et les Intervenants de l'Entreprise, le Maître d'ouvrage pourra imposer des créneaux horaires particuliers avec des interventions éventuelles en dehors de certaines heures d'ouverture de l'Etablissement.

Les travaux, qui entraînent de fortes nuisances sonores, devront être planifiés et exécutés en accord avec le Maître d'ouvrage.

E. Période d'exécution des travaux

L'attention des Entrepreneurs est tout particulièrement attirée sur les délais impératifs pour l'exécution de la présente opération.

L'Entreprise s'engage à exécuter leurs travaux dans les délais tels que définis à l'Acte d'engagement ou de faire part de ses observations éventuelles à indiquer dans leur mémoire technique à joindre avec leur offre de prix.

F. Percements, scellements et raccords

L'Entreprise devra prévoir tous les percements nécessaires à l'exécution de ses travaux, après avoir soumis le tracé préalablement au Maître d'œuvre. L'Entreprise devra sceller ses ouvrages, les scellements étant exécutés à 0,01 en retrait du nu fini des enduits ou des revêtements de finition.

La finition des enduits ou revêtements restera due par les corps d'Etat chargés d'exécuter ces ouvrages et ils auront donc à prévoir tous les raccords nécessaires après le passage des autres corps d'Etat. La valeur de ces prestations sera incluse dans les prix unitaires.

G. Nettoyage de chantier et protection des ouvrages

L'Entreprise devra nettoyer et évacuer ses matériels et gravois au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Tous les gravois, les échafaudages, bois de coffrage, détritiques de pose, etc... devront être sortis des constructions, enlevés immédiatement après l'exécution des travaux. Le chantier sera tenu en permanence en état de propreté.

Il ne sera en aucun cas accepté de dépôts de gravois permanents, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Les gravois seront systématiquement enlevés chaque soir. En particulier, aucune accumulation d'éléments en bois ne sera tolérée.

H. Coordination entre les Entreprises

L'Entreprise devra s'assurer que tous les corps d'Etat se prêtent à ce qu'une parfaite et complète coordination puisse avoir lieu sur le chantier sous la direction du Maître d'œuvre. Elle devra remettre à ce dernier, dans les délais convenus, tous les documents, plans de réservation, etc... nécessaires à un déroulement normal du chantier.

La non fourniture de ces documents à la date prévue pourra entraîner, outre la responsabilité des travaux supplémentaires qui en découlerait, l'application des pénalités prévues au CCAP.

I. Matériel

Les outillages utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore.

Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

H. Lutte contre le bruit

Toutes les dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles, ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé, et respecter les exigences du Code du travail.

1.26.4 - Installations de chantier

A. Généralités

Les locaux seront mis à disposition par le Maître d'ouvrage.

L'aménagement de ces locaux en cantonnement restera à la charge de l'Entreprise.

B. Stockage - déchargement

Aucun stockage et aucun dépôt de matériel ne pourra être effectué sans l'autorisation du Représentant du Maître d'ouvrage. L'Etablissement ne pourra pas être tenu responsable en cas de vol ou de dégradation.

C. Gravats - Bennes

Aucun stockage de gravats et de matériaux déposés ne sera toléré. Les bennes et les déchets seront systématiquement évacués après déposes.

Les équipements récupérables seront remis aux Services techniques de l'Etablissement.

Les déchets devront être évacués vers une décharge agréée et adaptée à la nature des déchets. Tous les gravats ou déchets générateurs de poussières seront collectés dans des sacs étanches sur le lieu de production et seront évacués dans des containers fermés.

D. Electricité de chantier

L'installation électrique provisoire de chantier est à la charge de l'Entreprise.

1.26.5 - Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité dans l'Etablissement

La planification des travaux dans chaque zone sera à coordonner avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

1.27 – ESSAIS ET RÉCEPTION

Il convient de s'assurer en fin d'exécution de la bonne qualité des prestations et de la conformité au cahier des charges d'installation.

Les opérations de réception incluses dans le délai contractuel de la réalisation des travaux.

L'Entrepreneur avisera le Maître d'œuvre au moins 10 jours avant la date de commencement des essais.

Il devra fournir tout le matériel nécessaire à l'exécution des essais. Ces appareils seront soumis à l'acceptation du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur supportera également tous les frais de personnel des essais.

Si les résultats constatés ne sont pas satisfaisants, l'Entrepreneur sera tenu d'opérer dans le délai de huit jours, tous les remplacements, modifications, réparations ou adjonctions nécessaires, le tout à ses frais.

1.28 – PROTECTIONS ET ENVIRONNEMENTS**1.28.1 - Plan VIGIPIRATE**

L'accès du site est conditionné aux contraintes suivantes :

- ☐ La production d'un document permettant d'identifier formellement la personne intervenante (pièce d'identité avec photo).

- ☐ La production d'un document permettant d'identifier formellement l'appartenance de la personne intervenante à l'Entreprise (carte professionnelle).
- ☐ La production d'un document permettant d'attester que l'Entreprise est bien habilitée par la direction du Patrimoine et de l'Architecture de la Ville de Paris à intervenir (ordre de service, bon de commande, plan de prévention, lettre de mission spécifiquement rédigée à cet effet).
- ☐ Pour les sous-traitants, la production d'un courrier de l'Entreprise mandataire désignant le Sous-traitant appelé à intervenir pour son compte.
- ☐ Obligation du port d'un badge de manière permanente au moyen d'un porte badge visible, contrôlable par un agent de sécurité ou un gardien.

Les employés et sous-traitants des Entreprises doivent à leur arrivée sur le site, présenter l'ensemble des documents décrits ci-dessus et signer, lorsqu'elle est disponible, la main courante située au PCS.

En cas de refus ou de manquement à ces règles, l'accès au site peut leur être interdit.

Il est rappelé également que les Agents du site ont le droit de vérifier le contenu des matériels, sacs et trousseaux à outils que les employés sont amenés à faire entrer dans l'établissement pour leur intervention. Les règles édictées s'appliquent également aux Sous-traitants. Il appartient aux Entreprises mandataires de les tenir informés.

1.28.2 - Pollution de l'air

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte du brûlage, mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier...

1.28.3 - Approvisionnement du chantier en électricité et en eau

L'Entrepreneur pourra utiliser l'énergie électrique disponible dans l'Etablissement où se déroulent les travaux. Les branchements seront à ses frais, les consommations aux frais du Maître de l'ouvrage.

L'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité pour insuffisance des fluides disponibles. Les travaux exécutés à la lumière artificielle ne donneront lieu à aucune plus-value ni remboursement quelconque de frais. La fourniture de l'eau incombera à l'Administration.

Toutefois, l'Entrepreneur fera son affaire personnelle de toutes tuyauteries nécessaires pour amener l'eau aux endroits où seront exécutés ses travaux.

En aucun cas les canalisations provisoires ne devront apporter une perturbation quelconque dans différents services de l'établissement et, l'entrepreneur devra veiller à éviter tout gaspillage.

Ces installations provisoires devront être démontées en fin de chantier.

1.29 – CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire est tenu à la confidentialité vis à vis de tous les renseignements qui lui seront communiqués dans le cadre de ses interventions et des résultats obtenus. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable express de la Personne responsable du Marché ou du Représentant habilité.

2 - REGLES D'EXECUTION

2.1 – REGLEMENTS ET NORMES A APPLIQUER

Les travaux doivent être réalisés en accord avec les Normes et Règlements en vigueur, et plus particulièrement en conformité avec les spécifications des Normes et documents mentionnés ci-dessous.

Le Titulaire est donc tenu de respecter toutes les prescriptions de ces documents et il ne pourra prétendre à aucune indemnité ou plus-value pour les travaux de réfection, montage et démontage résultant de la mise en conformité de ses ouvrages avec les textes de Normes et Règlements en vigueur.

2.2 – REGLES GENERALES

Les ouvrages et les matériaux mis en œuvre devront être conformes aux règles de l'Art, et en particulier aux prescriptions des cahiers du R.E.E.F. édités par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).

- ☐ Normes Françaises homologuées par l'AFNOR.
- ☐ Cahier des charges, DTU, édité par le CSTB.
- ☐ Règles techniques de conception, de calcul et d'exécution des ouvrages, éditées par le CSTB.
- ☐ Règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- ☐ Code du travail.

2.3 – REGLES APPLICABLES

Les travaux, fournitures et équipements devront satisfaire aux Règles imposées par les Textes réglementaires et techniques en vigueur.

En raison de leur nombre et de leur volume, la liste détaillée de ces textes n'est pas rappelée ici.

Toutefois, parmi ceux-ci, il y a lieu de citer :

- ☐ Le Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (Arrêtés du 25 juin 1980 - Arrêté du 22 juin 1990 modifié).
- ☐ Le Code de la construction et de l'habitation.
- ☐ Le Code du travail.
- ☐ Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG).
- ☐ Les règles de l'Art.
- ☐ Les Documents Techniques Unifiés (DTU) : Cahier des charges, cahier des clauses techniques, mémentos, règles et méthodes de calcul.

- ☐ Les Avis techniques CSTB.
- ☐ Les Directives UEAtc.
- ☐ Les Normes AFNOR.
- ☐ Les spécifications du R.E.E.F.
- ☐ Les Règlement sanitaire départemental.
- ☐ Etc...

2.4 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE

Comprenant les prescriptions et spécifications de :

- ☐ Normes enregistrées ou homologuées.
- ☐ Règlement sanitaire départemental.
- ☐ Arrêtés relatifs aux bruits aériens émis par les matériels et engins de chantier.
- ☐ Code de la Construction et de l'Habilitation.
- ☐ Avis techniques : Avis techniques établis par le CSTB concernant les ouvrages utilisés non traditionnels.
- ☐ NFC 73 250 Règles de sécurité.
- ☐ NFT 30-001, 30-003 et 30-700.
- ☐ Règlement sanitaire départemental du 9 août 1978 modifié 26 avril 1982 et Circulaire 20 janvier 1983
- ☐ Prescriptions techniques et de mise en œuvre des Constructeurs de matériels.
- ☐ Règlements relatifs à l'isolation acoustique.
- ☐ Règles techniques professionnelles.
- ☐ Code du travail article R 232-1 à R 232-6 approuvé par Décret du 01 octobre 1987.
- ☐ Code du travail livre II - titre III - chapitre V - section III - Prévention des incendies.
- ☐ NF B Toutes les Normes NF B.
- ☐ Spécifications contenues dans l'ouvrage "Sécurité contre l'incendie, édité par le Journal Officiel.
- ☐ Recommandations et exigences de mise en œuvre des Fournisseurs et Fabricants.

Conformément aux documents de référence mentionnés ci-dessus, les matériaux ou matériels entrant dans la composition des ouvrages doivent obligatoirement comporter une marque NF de conformité aux normes.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels doivent être soumis à l'accord préalable du Maître d'œuvre et faire l'objet :

- ☐ Soit, d'un Avis technique en cours de validité, accepté par l'AFAC et respectant les réserves de cet Organisme.
- ☐ Soit, d'une Enquête avec avis favorable de la part du Bureau de contrôle agréé.

Cette liste n'est pas exhaustive. En particulier, elle ne mentionne pas les Normes NF et CEI relatives aux règles de C.E.M., concernant l'immunité et l'émissivité des appareils industriels, scientifiques médicaux, électrodomestiques et de traitement de l'informatique ainsi que les méthodes d'essais correspondantes.

2.5 – REGLEMENTATION "SECURITE INCENDIE"

La réaction et la résistance au feu des nouveaux locaux remaniés dans le cadre des présents travaux devront être conformes à la réglementation actuellement en vigueur pour le type de locaux considérés.

Les Procès-Verbaux de réaction et de résistance au feu devront être validés et délivrés par un Laboratoire français agréé (Arrêté du 4 mars 2010). Ils devront être estampillés du nom du chantier.

2.6 – CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Le bâtiment A Enseignement est classé parmi les Etablissements Recevant du Public (ERP) de type "R" de 2^{ème} catégorie.

Il est susceptible de recevoir 1 304 personnes.

3 – INSTALLATION DE CHANTIER

3.1 – BASE VIE

Les locaux de la base vie seront mis à disposition par le Maître d'ouvrage.

L'entretien de ces locaux restera à la charge du présent lot.

3.2 – PANNEAU DE CHANTIER

L'Entreprise du présent lot devra prévoir l'exécution d'un panneau de chantier comprenant toutes les indications réglementaires ainsi que le nom et le téléphone de tous les Intervenants, figureront sur ce panneau, de façon très lisible et durable.

Il sera positionné de manière à être visibles depuis l'entrée du bâtiment.

Dimensions approximatives du panneau

- ☐ Largeur : 1,00 ml.
- ☐ Hauteur : 1,50 ml.

3.3 – INSTALLATIONS LIEES AUX TRAVAUX

Pour les besoins spécifiques des installations de chantier, l'Entreprise du présent lot aura à sa charge les prestations suivantes :

- ☐ Le balisage des zones de travaux à l'intérieur du bâtiment par dispositif interdisant le franchissement par la mise en œuvre de cloisons et portes d'accès à la zone chantier.
- ☐ Tous travaux de nettoyage et de passage de l'aspirateur à proximité des zones de travaux réalisées par le Titulaire.
- ☐ La mise en place d'extincteurs en nombre suffisant suivant la réglementation en vigueur.
- ☐ Etc...

Il est précisé à l'Entreprise du présent lot, que les ouvrages qui participent au balisage des travaux, ne doivent pas empêcher les Travailleurs du site, et notamment les Directeurs, les Enseignants et les Service de nettoyage, de pouvoir circuler librement et d'accéder à leurs zones respectives (escaliers, sorties de secours, circulations, etc...).

3.4 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

De manière à permettre d'être en possession d'un état des lieux exhaustif, l'Entreprise du présent lot doit prendre à sa charge l'établissement d'un état des lieux contractuel, auquel il prendra soin de convoquer toutes les Entreprises, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Cet état des lieux s'accompagnera d'une description écrite et photographique des zones visitées qui correspondent aux zones de travaux, pour la cour appelée à recevoir les bungalows et les bennes ainsi qu'aux zones empruntées par le Personnel des Entreprises. Cet état devra être établi pendant la période de préparation du chantier impérativement.

3.5 – GESTION DES DÉCHETS

L'Entreprise du présent lot devra prévoir au titre des installations de chantier, de mettre à disposition de l'ensemble des corps d'Etat de l'opération, des bennes à déchets en qualité et en nombre suffisant de manière à permettre d'assurer le tri des déchets et leur valorisation. Cette prescription concerne l'ensemble des déchets provenant des travaux de l'opération.

L'Entreprise du présent lot devra assurer le suivi des déchets et le suivi des attestations de recyclage en qualité et en quantité.

- ☐ Bois, papier, carton.
- ☐ Métaux.
- ☐ Matériaux "inerte".
- ☐ Matériaux "non inerte".
- ☐ Electro.
- ☐ Déchets spécifiques.
- ☐ Track déchets.

Les capacités de stockage seront adaptées à l'opération et aux besoins réels. Les dépenses qui résultent de la mise à disposition des bennes et de l'évacuation / élimination des déchets resteront à la charge du présent lot.

4 - DEMOLITION

4.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ÉTAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat, comprendront :

- ☐ La démolition des cloisons.
- ☐ La dépose des portes à remplacer.
- ☐ La démolition de châssis.
- ☐ La dépose des escaliers des sorties de secours des amphithéâtres Bezier et Fournel

4.2 – NORMES AFNOR / NORMES U.T.E ET AUTRES TEXTES

Comprenant notamment les prescriptions et spécifications de :

Les DTU 11 à 24
Les Règles de sécurité éditées par le Ministère du travail

4.3 – DEMOLITION

Tous les déblais de démolition seront sortis des constructions, chargés en camions et enlevés à la déchetterie, y compris tous droits.

Ce poste comprendra la démolition, le chargement et l'évacuation à la décharge publique, y compris frais de transport et frais de décharge, s'il y a lieu.

La démolition tiendra compte de tout élément propre au site et de toutes les sujétions et mesures de sécurité à appliquer et relatives à la présence de construction à conserver.

Les moyens de transport seront choisis de telle sorte qu'ils n'occasionnent aucun dommage aux constructions conservées de même qu'aux voies de circulation conduisant aux décharges publiques. Toute détérioration demeurera intégralement à la charge de l'Entreprise du présent lot.

L'Entrepreneur remettra une notice détaillée et le mode opératoire pour l'exécution de son travail.

4.3.1 - Dépose des portes existantes à remplacer

Comprenant la dépose et l'évacuation des portes existantes.

Les travaux à réaliser avec soins comprennent :

- ☐ La dépose en démolition des ouvrages localisés ci-après par tous moyens appropriés à soumettre à l'avis du Maître d'œuvre, y compris coupes soignées en rives et toutes sujétions accessoires.
- ☐ Toutes les précautions, afin de préserver les ouvrages attenants conservés.

- ☐ Toutes les sujétions de difficulté d'exécution, y compris matériels.
- ☐ La descente et l'évacuation de tous les gravois à la décharge publique.

Certains éléments à déposer pourront être signalés à conserver :

- ☐ Soit pour ré-emploi dans le chantier même.
- ☐ Soit seront à mettre à la disposition du Maître d'ouvrage, qui indiquera l'endroit du bâtiment où il faudra les déposer.

Particularité(s) des portes contrôlées

Certaines portes prévues d'être remplacées dans le cadre des présents travaux sont équipées d'un système de contrôle d'accès mécanique ou électrique suivant le cas.

Pour ces portes, le présent lot aura à sa charge la dépose soignée de ces équipements et leur repose sur les nouvelles portes.

4.3.2 - Démolition de châssis vitrés et des cloisons

Comprenant :

- ☐ Dépose de tous éléments pouvant gêner les travaux.
- ☐ Démolition de châssis vitrés et des cloisons.
- ☐ Chargement et évacuation des déblais en décharge appropriée.
- ☐ Déplacement de l'appareillage électrique si besoin.

4.3.3 - Dépose des escaliers des sorties de secours

Comprenant la dépose et l'évacuation des escaliers des sorties de secours des amphithéâtres Bezier et Fournel.

Evacuation des gravois jusqu'à la décharge publique comprenant :

- ☐ Les chargements et transports en camions, bennes, conteneurs, et autres manutentions nécessaires.
- ☐ Les droits de décharges éventuels.
- ☐ Les gravois descendus seront évacués au fur et à mesure des travaux de dépose. Aucun stockage ne sera toléré sur le site.

5 - CLOISONNEMENT

5.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ÉTAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront :

- ☐ Le rebouchage des parois des circulations et des pénétrations dans les locaux au sous-sol.
- ☐ Le remplacement de cloisons par des cloisons sèches à ossature métallique.
- ☐ La création d'un VTP.
- ☐ L'installation de cloisons en carreaux de plâtre.
- ☐ Le calfeutrement.
- ☐ L'encloisonnement de l'escalier au 2^{ème} étage.

5.2 – NORMES AFNOR / NORMES U.T.E ET AUTRES TEXTES

Comprenant notamment les prescriptions et spécifications de :

Normes Françaises	
Cahier CSTB	
Règles thermiques	
Règles acoustiques	
Règles de sécurité	
DTU n° 25.31	Ouvrages verticaux de platerie (cloisons en carreaux de plâtre à parement lisse
DTU 25.41	Ouvrages en plaque de parement de plâtre

5.3 – CLOISONS DE DISTRIBUTION EN CARREAUX DE PLATRE

Description

Réalisation de cloisons coupe-feu 1 heure en carreaux de plâtre THD (100 mm) montés à la colle :

- ☐ Mise en œuvre selon les indications du Fabricant, raidissage selon les indications des DTU et des catalogues de fabrication.
- ☐ Couche résiliente en tête, capable d'absorber les déformations du bâtiment en service normal.
- ☐ Garnissage des joints.
- ☐ Ratissage des cloisons à l'enduit fin pour que le support puisse être réceptionné tel quel par le corps d'Etat Peinture.
- ☐ Finition des cueillis au moyen d'une bande à joints.
- ☐ Protection des arêtes par profilés métalliques.

Localisation

- ☐ Nouveau local source centrale
- ☐ VTP matériel déporté du SSI

5.4 – CLOISONS SECHES A OSSATURE MÉTALLIQUE

5.4.1 - Généralités

Ces cloisonnements seront réalisés en cloisons sèches semi-préfabriquées, constituées par des plaques de parement en plâtre montées sur une ossature métallique adaptée avec incorporation d'isolant phonique en fonction de la position des cloisons et du degré d'isolation phonique exigé.

Les cloisonnements proposés bénéficieront d'un Avis technique du CSTB en cours de validité et seront mis en œuvre en se conformant strictement aux spécifications de l'Avis technique.

L'Entreprise sera tenue de fournir à l'acceptation du Maître d'œuvre tous les documents techniques concernant les points suivants :

- ☐ Notice technique de montage.
- ☐ Justification des caractéristiques mécaniques.
- ☐ Justification des épaisseurs des cloisons.
- ☐ Justification des isolations phoniques.
- ☐ Classement au feu et degré coupe-feu.
- ☐ Etc...

Les cloisons seront exécutées obligatoirement de dalle à dalle.

Seront dûes :

- ☐ Les rails spéciaux de liaisons contre sol, plafond et murs.
- ☐ Dans les pièces sèches, mise en place d'un polyane sous les rails des cloisons et remontant de part et d'autre de la cloison jusqu'à 2 cm plus haut que le niveau du sol fini. Dans les pièces humides, réalisation d'un joint central en mousse en complément du polyane sous les rails des cloisons.
- ☐ Les montants intermédiaires U ou I de section adaptée avec assemblages et lumières.
- ☐ Les traitements des joints et angles.
- ☐ L'application directe d'une peinture devra être possible.

5.4.2 - Cloisons de type 98

Description

Fourniture et pose de cloisons en plaques de plâtre à parements doubles sur ossature métallique de 98 mm d'épaisseur, composées de :

- ☐ Une ossature métallique en acier galvanisé de 6/10^{ème} d'épaisseur type "M48/35", montants simples avec entraxe de 0,40 m.
- ☐ Parements constitués (par face) de deux plaques de plâtre standards BA13 côté pièces sèches ; d'une plaque de plâtre standard BA13 et d'une plaque de plâtre hydrofuge BA13 côté pièces humides.
- ☐ Isolant minérale de 45 mm d'épaisseur.
- ☐ Épaisseur de cloison : 100 mm.
- ☐ CF 1 heure.
- ☐ Largeur du rail : 48 mm.
- ☐ $Rw+C= 47$ dB.

Finitions

Traitement des joints, angles, cueillies suivant la technique et avec les produits distribués par le fabricant (enduit et bande).

Particularité

Produit devant avoir obligatoirement un PV du fabricant

Localisation

- ☐  Voir localisation sur les plans

5.5 - CALFEUTREMENT

L'Entreprise aura à sa charge le calfeutrement des parois des circulations et des pénétrations dans les locaux du sous-sol, y compris au droit des portes de recoupement.

Dans son offre, l'Entreprise du présent corps d'Etat devra prévoir la provision de 50 m².

6 – REVÊTEMENTS DE SOLS

6.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ÉTAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront la fourniture et la pose des revêtements de sols.

6.2 – NORMES AFNOR / NORMES UTE ET AUTRES TEXTES

Comprenant notamment les prescriptions et spécifications de :

Recommandations professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints	
DTU 52.1 (NF P 61.202)	Revêtements de sol scellés (août 1994)
ATEC GS n° 12	Guide pour la rénovation des revêtements de sol : 3 - Cas d'un nouveau revêtement céramique (et assimilé) collé ou scellé (février 1986)
ATEC GS n° 12	Revêtement de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (novembre 1997)
DTU n° 53.2	Revêtement de sol plastiques collés - mai 1993
P 92-507	Classement au feu des matériaux
XPP 05-010 XPP 05-011	Antiglisance des locaux et des revêtements de sols
Guide U E A t c pour l'agrément des revêtements de sol plastiques manufacturés (cahier CSTB n° 2182 - septembre 1987)	
Guide des prescriptions techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs (cahier CSTB n° 1835 - mars 1983)	
CSTB3509	Revêtement de sol
Notice sur le classement UPEC des locaux (cahier CSTB n° 2183 - septembre 1987)	
Les revêtements bénéficieront d'un certificat d'homologation de l'ITR (Institut Technique des Revêtements) pour les revêtements touffetés en lés	
Il sera fourni un certificat des Fabricants attestant que les colles utilisées sont compatibles avec les supports et la nature des revêtements mis en œuvre	
La notice technique du produit de lissage proposé sera annexée à la proposition de l'Entreprise. Le produit devra bénéficier d'un Avis technique délivré par le CSTB	

6.3 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

6.3.1 - Ragréage

Le présent corps d'Etat devra prévoir :

- ☐ La réception des supports fournis.
- ☐ Le ponçage si nécessaire.

- ☐ L'application d'un enduit autolissant à base de liant hydraulique, charges minérales, résine et adjuvant spécifiques possédant un Avis technique favorable du CSTB. L'épaisseur sera en fonction des classements UPEC des sols à poser (P3).

Localisation

- ☐ Au droit des nouvelles cloisons et des nouvelles portes

6.3.2 - Revêtements de sol en PVC

Fourniture et pose de revêtements de sol PVC calandré-pressé renforcé par une grille de verre intégrée.

Le revêtement sera antimicrobien.

Les lés seront soudés à chaud aux joints.

Les rives et seuils seront mis en œuvre dans les conditions précisées au chapitre 6 du DTU 53.2.

Les revêtements de sol seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que, par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue pas les joints.

Caractéristiques

- ☐ Epaisseur : 3,30 mm + 2 mm pour sous couche type "Tarkomousse".
- ☐ Epaisseur couche d'usure : 1 mm.
- ☐ Largeur : 2 ml.
- ☐ Classement UPEC : U4P3 E2 / 3C2
- ☐ Efficacité acoustique : $\Delta L_w = 19$ dB.
- ☐ Réaction au feu : cfl-s1.
- ☐ Résistance à la glissance : R10.
- ☐ Coloris : Au choix du Maître d'oeuvre dans la gamme du Fabricant.

Un traitement en usine évitera la métallisation et réduira les coûts d'entretien. Il comportera également un traitement fongistatique et bactériostatique.

Forme d'appui PVC pour la remontée en plinthe de 12 cm.

Référence : "Tapiflex excellence 4" de chez Tarkett ou équivalent conforme aux Normes EN 649/EN 13845.

Localisation

- ☐ Au droit des nouvelles cloisons et des nouvelles portes

6.3.3 - Plinthes

Fourniture et pose de plinthes en bois à peindre.

Localisation

- ☐ A chaque cloison créée

6.4 – NETTOYAGE ET PROTECTIONS

La finition des travaux de revêtements de sol comporte le nettoyage, exécuté immédiatement après le coulage des joints, au chiffon sec et à la sciure fine de bois blanc. Le frotage sera exécuté suivant les diagonales des éléments, sans dégarnir les joints, jusqu'à un état de propreté parfaite. Ensuite, la protection des revêtements sera assurée par une protection épaisse, à enlever pour la réception des travaux.

7 - FAUX-PLAFONDS

7.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront :

- ☐ La réalisation de faux-plafonds démontables dans le couloir de langues.
- ☐ Les modifications des faux-plafonds existants si besoin.

7.2 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE ET AUTRES TEXTES

Comprenant les prescriptions et spécifications de :

DTU N° 25/222	Plafonds fixés, plaques de plâtre à enduire ou à parement lisse
DTU N° 25/232	Plafonds suspendus : plaques de plâtre à enduire ou à parement lisse, directement suspendus
DTU N° 25/51	Plafonds en staff
DTU N° 58/1	Mise en œuvre des plafonds suspendus en matériaux fibreux d'origine minérale, en panneaux dérivés du bois et en métal
Directive 97/69 CE	Composition d'un substrat minéral à faible biopersistance classé non nocif

7.3 – REACTION AU FEU

Le matériau sera classé au feu sur PV M0 incombustible sans limitation de durée par Arrêté du 21 novembre 2002.

7.4 – FAUX-PLAFONDS DEMONTABLES EN DALLES MINÉRALES

Fourniture et pose de faux-plafonds démontables en dalles selon calepinage approuvé par le Maître d'œuvre.

Il sera composé de dalles minérales acoustiques autoportantes (600 x 600).

Ils seront du type "Ultima" de chez Armstrong ou équivalent.

- ☐ Réaction au feu : A2-s1, d0
- ☐ Dimensions des dalles : 600 x 600 mm
- ☐ Epaisseur minimum : 19 mm
- ☐ Le plafond mis en œuvre devra avoir une performance acoustique w de 0,70 minimum (PV à fournir)
- ☐ Le plafond pourra supporter une surcharge supplémentaire de 3 kg au m² uniformément répartie et intégrer divers matériels (bouches de ventilation, spots, luminaires encastrés en apparent, détecteurs, etc...)

- ☐ Le plafond de cette gamme devra résister à 95% d'humidité relative à 20° et sera garanti 15 ans
- ☐ Le plafond garantira une atténuation latérale de 36 dB
- ☐ Les plafonds seront des produits inertes ne provoquant pas de développement microbien dans des conditions normales d'utilisation

L'ossature sera apparente en tôle d'acier galvanisé, laqué blanc. Les dalles reposeront sur la semelle de l'ossature. Pour augmenter la rigidité des profilés, ceux-ci comporteront un poinçonnage sur l'âme.

Localisation

- ☐ Couloir des langues.

7.5 – MODIFICATION DU FAUX-PLAFOND EXISTANT

Les interventions sur les menuiseries nécessiteront la dépose et la repose des faux-plafonds existants à la charge du présent lot.

Pour établir son offre, l'Entreprise partira sur les bases suivantes :

- ☐ Dépose / repose sur une superficie de 50 m².
- ☐ Remplacement de 20 m² de dalles abimées ou tachées.

8 - MÉTALLERIE

8.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront l'installation de deux nouveaux escaliers avec mains courantes des sorties de secours des amphithéâtres Bezier et Fournel.

8.2 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE ET AUTRES TEXTES

Comprenant les prescriptions et spécifications de :

DTU 32.1	Travaux de construction métallique.
DTU 37.1	Travaux de menuiserie métallique.

8.3 – SOUDURES

Elles devront être meulées et ragrées de manière à être totalement inapparentes.

8.4 – PROTECTION

La protection des métaux se fera :

- ☐ Par galvanisation à chaud soit à 275 g/m²/face, soit à 225 g/m²/face avec primaire réactif soudable (GPRS) 6 microns minimum, suivant Norme.
- ☐ Par traitement chimique anti-corrosion et de finition à base de résines thermodurcissables de 60 microns d'épaisseur.

8.5 – ESCALIERS METALLIQUES

La fourniture et la pose de deux escaliers métalliques droit permettant l'accès aux sorties de secours des amphithéâtres Bezier et Fournel.

Volée droite

La structure de la volée droite sera réalisée par deux limons en profils du commerce de type "UPE" assemblés par soudure et platines boulonnées maintenus en tête et en pied par profil, permettant la fixation sur chevêtre. Platine métallique sous limon de la première volée pour fixations au sol. Cadre métallique support de marches et contremarches, fixés entre les deux limons.

Renforts en sous-face des marches et paliers par profilés métalliques soudés entre limon ou ossature.

Surcharge d'exploitation = 250 kg/m².

Marches en acier galvanisé sans contremarche.

La stabilité au feu des escaliers devra avoir un REI60.

Dimensions : A l'identique de ceux existants

Appui et fixation

Fixation de l'ensemble en pied et en tête des escaliers, mise en œuvre de résilient acoustique.

Les mains courantes seront lisses et rondes.

L'Entrepreneur devra justifier de l'ensemble de ses sections auprès du Bureau de contrôle, les dimensions fournies sont données à minima.

9 – MENUISERIES

9.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ÉTAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront :

- ☐ La fourniture et la pose de nouveaux blocs-portes coupe-feu.
- ☐ La fourniture et la pose de ventouses électromagnétiques.
- ☐ La fourniture et la pose des protections sur les nouvelles portes.

9.2 – NORMES AFNOR, NORMES UTE ET AUTRES TEXTES

Comprenant notamment les prescriptions et spécifications de :

DTU 34.1 (NF P 25-201)	Ouvrages de fermeture pour baies libres (juin 1994)
DTU 36.1 (P 23-201)	Menuiserie en bois (juin 1997)
DTU 36.1/37.1	Annexe commune - Caractéristiques dimensionnelles des baies dans le Gros œuvre destinées à recevoir des menuiseries (février 1985)
DTU 39 (P 78-201)	Travaux de miroiterie vitrerie (mai 1998)
DTU 51.3 (NF P 63-203)	Planchers en bois ou en panneaux dérivés du bois (mai 1993)
DTU 58.1 (NF P 68-203)	Plafonds suspendus (juillet 1993)
DTU 59.1	Peinture
Règles CB.71	
Normes TECMAVER	
Cahier du CSTB n° 01	Cahier des prescriptions techniques générales applicables aux travaux de serrurerie, quincaillerie, ferronnerie
DTU 37.1	Menuiserie métallique
NF P 74201.1	
NF P 01.005	Dimensions des portes à vantaux battants
NF P 23.303	Portes intérieures
NF P 23.501	Portes planes - technique des essais
NF P 26	Toutes les Normes de quincaillerie
Normes Afnor	NF P 23.030 et NF P 23.304
Norme NF B 50.001	Définition des appellations
Norme NF B 50.510	Choix d'aspect
Arrêtés du 04 novembre 1975 et du 01 décembre 1976	Concernant l'utilisation de produits de synthèse pouvant dégager des gaz toxiques
Cahier des charges ou cahiers des clauses techniques DTU	
Réglementation de sécurité contre l'incendie	
Prescriptions des Fabricants pour la pose ou l'application des produits non codifiés dans les documents ci-dessus	
Etc...	

9.3 – PERFORMANCES DES OUVRAGES MENUISÉS

Performances au feu

Le degré de coupe-feu d'une porte s'applique à l'ensemble vantail, dormant, huisserie, châssis vitré, les garnitures de joints éventuels, et les articles de quincaillerie, et faire l'objet d'un Procès-verbal d'essai effectué par un Laboratoire qualifié.

Préservation des bois

Tous les bois entrant dans la fabrication des ouvrages du présent corps d'Etat doivent être traités fongicides et insecticides (capricorne de maison, vrillette, lyctus, termites, champignons, etc...).

Le traitement doit être effectué à l'usine de fabrication des menuiseries, après usinage, pour que toutes les faces soient imprégnées, qu'elles soient apparentes ou cachées après mise en œuvre.

Les produits de préservation doivent obligatoirement être choisis dans la liste des produits de préservation des bois dans la construction, fascicule "Produits de préservation des bois, marque de qualité CTB.F - Liste des produits homologués et guide de l'Utilisateur".

9.4 – MISE EN ŒUVRE DE MATÉRIAUX

Avant exécution des peintures, le jeu nécessaire sera prévu à la porte pour éviter tous les raccords de peinture.

Les menuiseries seront mises en œuvre selon les prescriptions du DTU.

Les béquilles, boutons, plaques et menus accessoires devront être posés après le passage du Peintre, toutes les parties mobiles seront graissées et leur fonctionnement vérifié avant réception.

Tout le travail de ponçage ou de rebouchage que le Peintre serait amené à exécuter par suite d'une qualité insuffisante des parements, sera à la charge du présent Entrepreneur.

9.5 – BLOCS-PORTES

Les dimensions indiquées sont des dimensions nominales de passage libre minimum.

Huisseries et bâtis font partie du présent corps d'état. Ils seront du type "Enveloppant" incluant l'ensemble du mur et de la cloison finie.

Les portes devront être munies du label CTB et des certificats d'essais officiels, qui ne devront subir de modification susceptible de leur faire perdre l'agrément.

Les battements seront à chant droit équipés d'un joint intumescent ce qui permettra d'avoir un jeu entre les vantaux.

Les huisseries seront en bois exotique dur de la section appropriée, corroyé, poncé, feuilluré, finition à peindre, fixation par pattes à scellement et clous à bateau, habillage aux deux faces par chambranles en sapin.

Les portes seront à âme pleine prépeinte en usine de marque Coucheroux ou équivalent, ferrage par 3 paumelles doubles en acier renforcé, ferme porte hydraulique.

Les impostes à reprendre et à créer devront être REI60.

9.6 – FERMES-PORTES

Toutes les portes seront équipées d'un ferme-porte.

Les fermes-portes seront équipés d'un bras anti-vandalisme d'encombrement réduit.

Fermes-portes à came et contre-piston Dorma ou techniquement équivalent.

Conformes à la Norme NF EN 1154 avec glissière. Moment d'ouverture rapidement dégressif, deux vitesses de fermeture indépendantes réglables en continu. Force de fermeture fixe 3 ou 4 EN. Modèle unique DIN-L et DIN-R. Fixations invisibles.

9.7 – VENTOUSES ELECTROMAGNETIQUES

Les portes de recoupement seront équipées de ventouses électromagnétiques.

Caractéristiques

- ☐ Ventouse : à rupture
- ☐ Alimentation compatible CMSI
- ☐ Bouton-poussoir de déverrouillage
- ☐ Contre-plaque articulée
- ☐ Conforme aux Normes EN-1155 et NFS 61.937

Ces ventouses seront asservies au CMSI.

9.8 – PANNEAUX DE PROTECTION DE PORTE

Toutes les nouvelles portes seront équipées sur toutes les faces par le présent corps d'Etat de panneaux de protection de type "Décochoc" de chez SPM ou Acrovyn au choix du Maître d'œuvre en PVC rigide classé M1 (Bs2d0) et coloré dans la masse (épaisseur 2 mm). Protection à installer sur une hauteur de 1,15 ml, coloris au choix du Maître d'ouvrage dans la gamme du Fabricant.

Particularité des portes Scrigno

- ☐ Hauteur : 100 cm côté extérieur
- ☐ Hauteur : 10 cm côté intérieur

9.9 – QUINCAILLERIE

9.9.1 – Serrurerie

L'ensemble de la serrurerie, de la quincaillerie et du ferrage sera de première qualité, et comportera l'estampille de qualité SNFQ ou NF-SNFQ.

9.9.2 – Béquille et garnitures de porte

Les portes recevront une béquille et seront équipées de serrures de chez Deny et ajouter à l'organigramme existant.

Les portes doubles simple action seront équipée d'une crémone "Safe Pad 732" finition inox de chez Vachette ou équivalent et de sélecteur de porte..

9.9.3 – Contrôle d'accès

Les portes recevront une béquille smart relais SR3 Simons Voice avec ventouse 300 kg, boîtier vert et avec plaque de poussée.

9.10 – LOCALISATION DES OUVRAGES

Repère porte	Niveau	Hauteur de passage	Largeur de passage	Caractéristiques				Equipements	
				V : Vitrac B : Bois M : Métallique	Finition P : Peinture	PF ou CF	Type SA : simple action DA : double action	Type de serrure S : Serrure V : Ventouse CA : Contrôle d'Accès C : Clavier à code VI : Vidéophone	Autres
1	-1	204	90+40	B	P	CF ½ h	SA	S	
2	-1	204	90+40	B	P	CF ½ h	SA	S	
3	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
4	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
5	-1	190	80	B	P	CF ½ h	SA	S	
6	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
7	-1	180	90+40	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
8	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
9	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
10	-1	204	90	B	P	CF 1 h	SA	S	
11	-1	175	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937

Repère porte	Niveau	Hauteur de passage	Largeur de passage	Caractéristiques				Equipements	
				V : Vitrée B : Bois M : Métallique	Finition P : Peinture	PF ou CF	Type SA : simple action DA : double action	Type de serrure S : Serrure V : Ventouse CA : Contrôle C : Clavier à code VI : Vidéophone	Autres
12	-1	190	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
13	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
14	-1	190	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
15	-1	204	80	B	P	CF ½ h	SA	S	
15 bis	-1	204	90	B	P	CF 1 h	SA		
16	-1	204	80	B	P	CF ½ h	SA	S	
17	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
18	-1	204	80	B	P	CF ½ h	SA	S	
19	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
20	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
21	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	
22	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	Oculus hauteur 150 cm largeur 40cm
23	-1	245	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	Oculus hauteur 150 cm largeur 40cm
24	-1	245	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	Oculus hauteur 150 cm largeur 40cm
25	-1	245	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
26	-1	245	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
27	-1	245	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	
28	-1	245	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	
29	-1	246	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	
30	-1	190	90	M	P	CF ½ h	SA	S	
31	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	
32	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	
33	-1	246	90+50	B	P	CF 1 h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
34	-1	204	90+50	B	P	CF 1 h	SA	S	

Repère porte	Niveau	Hauteur de passage	Largeur de passage	Caractéristiques				Equipements	
				V : Vitrée B : Bois M : Métallique	Finition P : Peinture	PF ou CF	Type SA : simple action DA : double action	Type de serrure S : Serrure V : Ventouse CA : Contrôle C : Clavier à code VI : Vidéophone	Autres
35	-1	204	90+50	B	P	CF 1 h	SA	S	
35 bis	-1	204	90+50	B	P	CF 1 h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
36	-1	204	90+50	B	P	CF 1 h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
37	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
38	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
39	-1	190	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
40	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
41	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	
42	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	CA	
43	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
44	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
45	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
46	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
47	-1	180	60	B	P	CF ½ h	SA	S	Barre antipanique
48	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
49	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
50	-1	190	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
51	-1	190	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
52	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA		PV DAS 61.937
53	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
54	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA		PV DAS 61.937
6 bis	-1	158	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
55	-1	204	90	B	P	CF 1 h	SA	S	Barre antipanique
56	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937

Repère porte	Niveau	Hauteur de passage	Largeur de passage	Caractéristiques				Equipements	
				V : Vitrée B : Bois M : Métallique	Finition P : Peinture	PF ou CF	Type SA : simple action DA : double action	Type de serrure S : Serrure V : Ventouse CA : Contrôle C : Clavier à code VI : Vidéophone	Autres
57	-1	204	90	B	P	CF 1 h	SA	S	Barre antipanique
58	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937
35 bis	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	
59	-1	204	90	B	P	CF 1 h	SA	S	
60	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	Barre antipanique
61	-1	180	60	B	P	CF ½ h	SA	S	Barre antipanique
62	-1	180	60	B	P	CF ½ h	SA	S	Barre antipanique
72	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	
73	-1	204	90	M	P	CF ½ h	SA	S	Interrupteur à déplacer
74	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	CA	
75	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante Ouverture à créer Dépose plinthe
76	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
77	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
78	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	
79	-1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	CA	
80	-1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	
63	RDC	204	90	B	P	CF 1 h	SA	S	
64	RDC	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	S	
65	R+1	204	90+50	B	P	CF ½ h	DA		PV DAS 61.937 Dépose et repose faux-plafond
66	R+1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
67	R+1	204	90+50	B	P	CF ½ h	SA	CA	CA à reprendre sur porte existante
68	R+1	204	90	B	P	CF ½ h	SA	CA	
69	R+2	204	90	B	P	CF ½ h	SA	S	PV DAS 61.937

Repère porte	Niveau	Hauteur de passage	Largeur de passage	Caractéristiques				Equipements	
				V : Vitrée B : Bois M : Métallique	Finition P : Peinture	PF ou CF	Type SA : simple action DA : double action	Type de serrure S : Serrure V : Ventouse CA : Contrôle d'Accès C : Clavier à code VI : Vidéophone	Autres
70	R+2	160	60	B	P	CF 1 h	SA	S	
71	Combles	204	90	B	P	CF ½ h	SA		

9.11 – BUTOIRS

Les butoirs seront du type "Rond" en inox avec bague de caoutchouc Ø 50 mm et fixations très résistantes à une ou plusieurs vis.

Butée de mur.

10 - PEINTURE

10.1 – CONSISTANCE DU CORPS D'ETAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront :

- ☐ La reconnaissance des subjectiles.
- ☐ Les travaux préparatoires suivant l'état des subjectiles et conformément à l'application des couches de finition peinture.
- ☐ Les travaux d'apprêt tels que couche d'impression et enduisage.
- ☐ La mise en peinture des parois verticales.
- ☐ La mise en peinture des menuiseries, portes, plinthes.
- ☐ Le nettoyage complet en vue de la réception des travaux de l'ensemble des surfaces murales et des sols, des appareillages posés, serrureries et tous les éléments devant faire l'objet de la réception de l'ensemble du chantier, y compris le nettoyage des ensembles baies vitrées, portes et vitrages sur les deux faces.

D'une manière générale, la finition demandée est la finition A suivant l'article 4 du DTU 59.1.

10.2 – NORMES AFNOR ET NORMES UTE ET AUTRES TEXTES

Comprenant les prescriptions et spécifications de :

DTU n° 59.1	Travaux de peinture
Cahier des Charges et son additif	
Cahier des Clauses Spéciales	
NF T 30-001, 30-003 et 30-700	
Les essais de qualification des surfaces peintes (cahier n° 695 du CSTB)	
NFP 72302	
NFP 15101	
Les spécifications UNP-VF	
Les spécifications GPEM-PV	

10.3 – QUALITÉ DES SUBJECTILES AVANT PEINTURE

Les travaux de peinture seront exécutés dans un bâtiment existant.

De ce fait, l'Entrepreneur doit prévoir :

- ☐ Le coltinage par tous les moyens propres à l'Entreprise des peintures, revêtements, matériaux, etc....
- ☐ La vérification et l'état des supports et tous les travaux préparatoires nécessaires à la remise en état des peintures (lessivage, rebouchage, etc...).

- ☐ La protection des sols, des appareils sanitaires, des prises de courant, interrupteurs, etc...

Les prescriptions générales sont définies à l'article 5 de la Norme NFP 74.201.1. Il appartient au Peintre d'informer en temps voulu le Maître d'œuvre des éventuelles incompatibilités concernant les supports avant la mise en peinture.

Compte tenu des prescriptions détaillées et définies par la norme et avant toute exécution, le présent corps d'Etat devra procéder à l'examen de la qualité des subjectiles en général.

10.4 – QUALITÉ DES PRODUITS

Les produits à utiliser seront de la marque La Seigneurie (Premior satin) ou de qualité équivalente.

Les récipients comporteront les marques distinctives permettant l'identification du produit, à savoir :

- ☐ Le nom du Fabricant.
- ☐ Le nom du produit.
- ☐ La classification Afnor.
- ☐ La marque NF.
- ☐ L'identification du corps d'Etat.
- ☐ Le domaine d'emploi ou de destination.
- ☐ Le diluant à utiliser.

10.5 – SURFACES DE RÉFÉRENCES, ÉPROUVETTES, ÉCHANTILLONS DE COULEUR

Le corps d'Etat peinture devra prévoir une présentation par type de finition différente, à savoir :

- ☐ Satiné pour les murs et les menuiseries.

10.6 – TRAVAUX AVANT MISE EN PEINTURE

Pour les travaux sur ouvrages existants, l'Entrepreneur recevra les supports en l'état et devra tous travaux préparatoires pour obtenir des subjectiles correspondant à une finition suivant le DTU.

Ces travaux comprennent, notamment et en fonction de la localisation :

- ☐ Décapage chimique, thermique ou mécanique des supports.
- ☐ Grattage et piochage des zones dégradées.

- ☐ Lessivage et rinçage.
- ☐ Enduit.
- ☐ Traitement des fissures par bandes spéciales.
- ☐ Traitement des surfaces par enduits tirés.
- ☐ Rebouchage et reconstitution d'arrêtes.
- ☐ Décollement de revêtements existants.

10.7 – CHOIX DES TEINTES

Les teintes de peinture seront déterminées par la Maîtrise d'ouvrage à partir d'un nuancier préparé par le présent corps d'Etat sur des surfaces témoins réalisées par lui pour l'ensemble à partir de nuanciers chez les Fabricants.

10.8 – VÉRIFICATIONS

Les essais et vérifications porteront sur :

- ☐ Appréciation de la couleur.
- ☐ Mesure de brillant spéculaire.
- ☐ Contrôle des rechampissages.
- ☐ Contrôle de l'aspect de surface.
- ☐ Contrôle de l'adhérence.
- ☐ Contrôle des épaisseurs.
- ☐ Sensibilité à l'eau.
- ☐ Aptitude au nettoyage.

10.9 – PRÉPARATION DES SUPPORTS

A / Plafonds béton et plancher

- ☐ Sans objet.

B / Murs existants

- ☐ Lessivage.
- ☐ Egrenage.
- ☐ Epoussetage.
- ☐ Brossage.

C / Menuiserie

- ☐ Brossage.
- ☐ Rebouchage.

- ☐ Enduit.
- ☐ Une couche d'impression.
- ☐ Ponçage à sec.

10.10 – PEINTURE SUR BOIS

10.10.1 – Blocs-portes bois non stratifié

Comprenant :

- ☐ La révision des parements prépeints ou exécution d'une couche d'impression.
 - ↳ Deux couches de finition de peinture en phase aqueuse.

Localisation

- ☐ Ensemble des blocs-portes.

10.10.2 – Sur menuiseries bois non stratifiées

- ☐ Brossage et impression sur les deux faces du bois.
- ☐ Rebouchage.
- ☐ Ponçage à sec faces vues.
- ☐ Enduit maigre à l'huile repassée.
- ☐ Ponçage à l'abrasif.
- ☐ Couche intermédiaire.
- ☐ Révision.
- ☐ Couche de finition de peinture en phase aqueuse.

Localisation

- ☐ Ensemble des menuiseries à peindre.
- ☐ Plinthes des locaux remaniés.

10.11 – PEINTURE SUR METAUX

- ☐ Dégraissage ou trichloréthylène.
- ☐ Une couche d'accrochage spéciale pour métaux non ferreux.
- ☐ Deux couches de peinture en phase aqueuse.

Localisation

- ☐ Escaliers et mains courantes.
- ☐ Portes métalliques.

10.12 – PEINTURE SUR MUR

10.12.1 – Préparations

Il sera réalisé à toutes faces vues :

- ☐ Piochage et réfection des supports pour les surfaces dégradées, mal adhérentes ou présentant des traces d'humidité.
- ☐ Lessivage de toutes les surfaces concernées avec rebouchage des trous suite déplacement de matériel sur les surfaces existantes.
- ☐ Egrenage.
- ☐ Une couche d'impression.
- ☐ Enduit tiré.

10.12.2 – Finitions

- ☐ Deux couches de peinture hydrodiluables en phase aqueuse (peinture à l'eau).

Localisation

- ☐ Toutes les cloisons créées et modifiées.

10.13 – PRESTATIONS DE NETTOYAGE

Les nettoyages de mise en service pour la réception seront prévus par l'Entrepreneur titulaire du présent corps d'Etat et obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée.

Les frais de ces nettoyages seront à la charge du présent corps d'Etat.

10.13.1 – Définition des nettoyages à exécuter

Pour la réception, l'exécution des nettoyages et la mise en service comprend :

- ☐ Le balayage et le lavage de tous les sols.
- ☐ Le nettoyage parfait de toutes les vitres intérieures et extérieures aux deux faces.
- ☐ Le nettoyage avec des produits appropriés des châssis après enlèvement des protections.
- ☐ Le nettoyage des sols.
- ☐ Le nettoyage et le lavage de toutes les quincailleries.
- ☐ La sortie et l'enlèvement à la décharge publique de tous les déchets résultant de tous ces nettoyages.

Localisation

- ☐ La totalité des locaux réaménagés dans le cadre des présents travaux, y compris dans les circulations.

10.13.2 - Condition d'exécution

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches de peinture ou d'huile, les tâches de plâtres, ciment, les traces de film de mortier, etc...

Toutes les fournitures utiles à l'exécution des nettoyages seront à la charge de l'Entrepreneur du présent corps d'Etat.

Les produits employés (solvants, décapants, etc...), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage, etc...) devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des ouvrages nettoyés eux-mêmes ou de leur état de surface (poli brillant, etc....) stratifiés.

Pour tous les revêtements non traditionnels, il y aura lieu de se référer aux indications données par le Fabricant.

En ce qui concerne les vitres et les châssis, ils ne devront pas être rayés par les nettoyages.

10.14 – TRAVAUX DIVERS

Le présent corps d'Etat aura à sa charge :

- ☐ L'établissement des plans schématiques d'évacuation et d'intervention, sous forme de pancarte inaltérable, à installer judicieusement à tous les niveaux de l'Etablissement.

Ces plans devront avoir les caractéristiques des plans d'évacuation et d'intervention telles que définies par la Norme NFS 60.303 relative aux plans et aux consignes de protection contre l'incendie.

Ces plans d'évacuation devront faire figurer :

- ↳ Les cloisonnements fixes avec indications des fenêtres, portes, soupiraux et autres ouvertures (ces plans devront être en adéquation avec les nouvelles affectations des locaux).
- ↳ L'identification par fléchage des chemins d'évacuation.
- ↳ Les dégagements, voies intérieures ou cours conduisant aux issues d'évacuation du bâtiment.
- ↳ Les ascenseurs avec leurs accès si besoin.
- ↳ La machinerie ascenseurs si besoin.
- ↳ Les moyens de secours (prises de colonnes sèches ou humides, robinets d'incendie armés, commandes de désenfumage et de ventilation, tableau de signalisation de détection incendie, commandes manuelles de systèmes d'extinction, etc...).
- ↳ Les locaux techniques et les locaux à risques particuliers.

- ↳ Les dispositifs et les commandes de sécurité.
- ↳ Les organes de coupure des fluides.
- ↳ Les armoires électriques.
- ↳ Les organes de coupure des sources d'énergie (arrêts d'urgence).
- ↳ Les équipements d'alarme (Déclencheurs Manuels).
- ↳ Les équipements d'extinction.

Emplacements des plans d'évacuation

Les plans d'évacuation doivent être placés à proximité immédiate des escaliers et ascenseurs ou à tout autre endroit où ils pourront être vus facilement. Plus précisément, à savoir :

- ↳ Dans les circulations tous les 25 m environ.
- ↳ Au rez-de-chaussée, dans des endroits stratégiques (entrée principale, accès du personnel, etc...).
- ↳ L'ensemble des plans devra être affiché à l'accueil.

Emplacements des plans d'intervention

Les plans d'intervention doivent être placés à proximité des accès utilisables par les Sapeurs-pompiers. De plus, un plan général, regroupant la totalité des niveaux doit être placé à chacun des accès de l'Etablissement.

- L'étiquetage comprenant la fourniture et la pose d'étiquettes en dilophane gravé sur les portes d'accès aux locaux du sous-sol et 200 supplémentaires.

Les étiquettes auront les dimensions suivantes :

- ↳ Hauteur : 15 cm.
- ↳ Largeur : 20 cm.

11 – DESENFUMAGE

11.1 – CONSISTANCE DU PRÉSENT CORPS D'ETAT

Les travaux à la charge du présent corps d'Etat comprendront la création du désenfumage du hall, y compris la dépose de l'ancien système de désenfumage.

11.2 – NORMES AFNOR, NORMES UTE ET AUTRES TEXTES


Comprenant notamment la Réglementation de sécurité contre l'incendie.

11.3 – DESENFUMAGE DU HALL

Comprenant :

- ☐ La dépose et l'évacuation de l'ancien système de désenfumage.
- ☐ La mise en place d'un treuil électropneumatique sur les ouvrants de désenfumage (N = 2), y compris la fourniture, la pose et le raccordement d'un Dispositif Adaptateur de Commande (DAC).

Localisation

- ☐  Voir localisation sur les plans.